**Assemblée générale de l'Union interparlementaire
(Nusa Dua, 20 au 24 mars 2022).**

Projet d'intervention de Mme Nadia Essayan

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Monsieur le secrétaire général,

Nous sommes réunis ici à Bali pour l'une de nos deux sessions annuelles alors le dernier rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) créé en 1988, a fait part de l'extrême urgence d'une action ferme et coordonnée de l'ensemble des Etats du monde et en premier des plus gros émetteurs de réduire

drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre.

L'accord de Paris de 2015 a fixé des objectifs. Ils auraient pu être plus ambitieux mais enfin essayons d'y parvenir.

Je n'ai pas de leçon à donner à qui que ce soit. Je vais simplement rappeler ici la méthode de mon pays, la France.

Ne nous cachons pas, nous avons et nous aurons toujours demain besoin d'énergie. La guerre en Ukraine et la flambée des prix des carburants nous le rappelle chaque jour. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une énergie trop chère sinon nous le paierons en troubles sociaux et politiques. Pendant ce

temps, la lutte contre le réchauffement climatique ne sera pas engagée.

Alors comment faire pour avoir une énergie plus propre mais tout de même abordable ? Mon pays a fait le choix d'engager un certain nombre d'investissement dans le nucléaire civil qui malgré les risques en termes de sûreté et de sécurité, reste une énergie décarbonnée. Nous avons aussi résolument investi dans les énergies renouvelables : éolien, photovoltaïque et barrage hydroélectrique...

Evidemment ce sont des investissements lourds qui ne sont pas à la portée de l'ensemble des pays, surtout ceux aux ressources limitées. J'appelle ici à ce que nos Parlements rappellent chaque fois que les occasions se présenteront à un renforcement du fonds vert pour le climat.

En effet, ce mécanisme financier de l'Organisation des Nations unies vise à transférer des fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables pour mettre en place des projets combattant les effets des changements climatiques ou d'adaptation au changement climatique. Il est essentiel pour ne pas transférer que la dette écologique que nous pays du Nord avons créée ne soit pas supporté d'abord par les pays du Sud.

Je vous remercie